

- le plan financier, lorsque l'organisme existe depuis moins de trois ans;
- toutes les autres données nécessaires à la bonne compréhension des activités;
- tous les renseignements demandés par le Ministre flamand compétent.

§ 5. En pratique, l'agrément ne produira ses effets qu'à partir du moment que les organismes concernés signent une convention établie par le Ministre flamand de l'Agriculture et qu'ils versent une caution de 500 000 F au Fonds. Celle-ci est remboursable sans intérêts au moment où l'agrément prend fin.

Art. 14. L'arrêté royal du 28 mars 1975 relatif au recouvrement des garanties exécutées par le Fonds d'investissement agricole est abrogé en ce qui concerne son application dans la Région flamande.

Art. 15. L'arrêté du Gouvernement flamand du 15 juin 1994 réglant le fonctionnement et la gestion du « Vlaams Landbouwinvesteringsfonds » est remplacé par le présent arrêté.

Art. 16. Une copie certifiée conforme du présent arrêté est transmise pour information à la Cour des comptes et au fonctionnaire intéressé.

Art. 17. Le présent arrêté produit ces effets le 1^{er} avril 1996.

Art. 18. Le Ministre flamand qui a l'agriculture dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté. Bruxelles, le 16 juillet 1996.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
L. VAN DEN BRANDE

Le Ministre flamand des Finances, du Budget et de la Politique de Santé,
Mme W. DEMEESTER-DE MEYER

Le Ministre flamand de l'Economie, des P.M.E., de l'Agriculture et des Médias,
E. VAN ROMPUY

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 96 — 1960

[C — 27506]

27 JUIN 1996. — Arrêté du Gouvernement wallon portant règlement général sur le budget et la comptabilité du Centre régional d'Aide aux Communes

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 23 mars 1995 portant création d'un Centre régional d'Aide aux Communes chargé d'assurer le suivi et le contrôle des plans de gestion des communes à finances obérées et d'apporter son concours au maintien de l'équilibre financier des communes de la Région wallonne;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 22 mars 1996;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 31 mai 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que le décret du 23 mars 1995 portant création d'un Centre régional d'Aide aux Communes chargé d'assurer le suivi et le contrôle des plans de gestion des communes à finances obérées et d'apporter son concours au maintien de l'équilibre financier des communes de la Région wallonne, est entré en vigueur le 23 mars 1995;

Considérant que son article 10, § 2, habilite le Gouvernement à organiser le suivi des engagements budgétaires;

Considérant que son article 13, 1^o à 3^o, habilite le Gouvernement à déterminer les règles complémentaires relatives à la présentation des budgets, à la comptabilité et la reddition des comptes;

Considérant qu'il s'impose d'arrêter sans retard lesdites règles complémentaires;

Sur la proposition du Ministre des Affaires intérieures et du Ministre du Budget,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre :

1^o par le Ministre : le Ministre délégué par le Gouvernement wallon pour l'exercice de la tutelle des pouvoirs locaux;

2^o par le Ministre du Budget : le Ministre délégué par le Gouvernement qui a en charge le budget de la Région wallonne;

3^o par le Centre : le Centre régional d'Aide aux Communes;

4^o par le décret : le décret du 23 mars 1995 portant création d'un Centre régional d'Aide aux Communes chargé d'assurer le suivi et le contrôle des plans de gestion des communes à finances obérées et d'apporter son concours au maintien de l'équilibre financier des communes de la Région wallonne.

TITRE I^{er}. — Du budget

CHAPITRE I^{er}. — Du budget des recettes et des dépenses

Art. 2. Le budget du Centre reprend l'ensemble de ses recettes et de ses dépenses.

Il est établi annuellement sur proposition du Comité d'orientation conformément à l'article 8, § 2, 1^o, du décret.

L'année budgétaire, ci-après dénommée « exercice », coïncide avec l'année civile.

Art. 3. Par recettes, on entend tous les droits acquis au Centre du chef de ses relations avec les tiers.

Par dépenses, on entend tous les droits acquis par des tiers à charge du Centre.

Art. 4. L'imputation budgétaire est basée sur le document, destiné au tiers ou émanant de lui, qui constate l'existence et l'étendue de l'opération.

Les opérations qui ne résultent pas des relations avec des tiers constituent des mouvements internes.

Art. 5. Les évaluations portées aux articles du tableau des recettes du budget ne sont pas limitatives de la recette à effectuer.

Les recettes doivent être rattachées aux articles en regard desquels elles sont prévues.

Art. 6. Les crédits postulés aux articles du tableau des dépenses limitent celles-ci au montant fixé, à moins que leur libellé ne précise qu'ils sont non limitatifs.

Les crédits ne peuvent être utilisés qu'aux fins auxquelles ils sont destinés.

CHAPITRE II. — *Forme du budget et de ses annexes*

Art. 7. Le projet de budget du Centre est présenté en tableaux dans la forme prescrite conjointement par le Ministre et le Ministre du Budget.

Les recettes et les dépenses y sont classées par nature.

Art. 8. Les prévisions de recettes et les crédits de dépenses sont appuyés de notes justificatives distinctes.

TITRE II. — *De la tenue de la comptabilité*

Art. 9. Toutes les opérations intéressant l'activité et l'administration du Centre font l'objet d'un enregistrement comptable complet.

Chaque écriture s'appuie sur une pièce justificative.

Art. 10. L'enregistrement est fait selon les règles usuelles de la comptabilité en partie double.

Art. 11. Il est établi un plan comptable approprié à la nature statutaire du Centre et adapté constamment aux besoins de son administration et de son activité.

Ce plan est établi de manière telle qu'il permette en tout temps de suivre l'exécution du budget.

Art. 12. En cours d'année, les comptes enregistrant les dépenses budgétaires ne comportent que des inscriptions au débit; les comptes enregistrant les recettes budgétaires ne comportent que des inscriptions au crédit, de manière que ces comptes forment la récapitulation des documents justificatifs de ces inscriptions.

Art. 13. Les documents émanant de tiers et qui appuient les inscriptions aux comptes, sont classés par article du budget.

Art. 14. Les biens immobilisés sont amortis en fonction de leur durée de vie. S'il échet, les subventions en capital obtenues pour leur acquisition font l'objet, simultanément et à due concurrence d'un transfert au compte de produits.

Art. 15. Le 31 décembre de chaque année, il est procédé à la révision des valeurs des éléments actifs et passifs du patrimoine du Centre et il est dressé un inventaire général basé sur les relevés détaillés des existences.

TITRE III. — *La gestion*

Art. 16. Le montant des dépenses ne peut dépasser le montant des crédits limitatifs votés en faveur du Centre.

Art. 17. Le défaut d'approbation au premier jour de l'année budgétaire ne fait pas obstacle à l'utilisation des crédits prévus au projet de budget du Centre, à moins qu'il ne s'agisse de dépenses d'un principe nouveau non autorisées par le budget de l'année précédente.

Art. 18. Les transferts et dépassements de crédits limitatifs portés au budget du Centre doivent être autorisés, avant toute mise à exécution, par le Ministre dont le Centre relève, de l'avis conforme du Ministre du Budget.

Si les dépassements de crédits sont susceptibles d'entraîner une intervention financière de la Région supérieure à celle qui est prévue au budget de celui-ci, ils devront être préalablement approuvés par le vote d'un crédit correspondant dans le budget général des dépenses.

Art. 19. Les subventions de fonctionnement versées au Centre à charge du budget de la Région wallonne sont remboursées au compte CRAC, si les dépenses ont été préfinancées sur ce compte.

Art. 20. Le résultat du Centre est reporté. Au cours de l'année budgétaire suivante, les subventions à verser au Centre font l'objet d'un ajustement qui tient compte du résultat reporté de l'exercice précédent.

TITRE IV. — *De la reddition des comptes*

Art. 21. Le Centre présente annuellement en exécution des dispositions de l'article 10, § 1er, du décret :

- 1° le compte d'exécution du budget;
- 2° une situation active et passive;
- 3° le compte de résultats.

Art. 22. Le compte d'exécution du budget est formé par la transposition des sommes apparaissant à la balance définitive dans le groupe des comptes ouverts pour satisfaire aux dispositions de l'article 9.

Il présente, compte tenu des modifications qui y ont été régulièrement apportées, les mêmes subdivisions que les tableaux du budget tel qu'il a été établi en conformité avec les dispositions prévues à l'article 7.

Ces tableaux font apparaître dans des colonnes successives :

- 1° les numéros des articles formés de trois chiffres;
- 2° les libellés de ceux-ci;
- 3° les prévisions de recettes ou les crédits accordés suivant le cas;
- 4° les recettes ou les dépenses imputées;

5° les différences entre les prévisions et les imputations.

La différence entre les recettes et les dépenses imputées forme le résultat budgétaire de l'année. Celui-ci cumulé avec les résultats budgétaires des années antérieures, forme le résultat général des budgets.

TITRE V. — Règlement définitif du budget

Art. 23. Le compte d'exécution du budget du Centre fait l'objet d'un projet de décret de règlement du budget.

Les comptes que le Centre dresse en exécution de l'article 21 du présent arrêté sont annexés au projet de décret de règlement du budget.

TITRE VI. — Dispositions diverses

Art. 24. Lorsque le contrôle de la Cour des comptes est organisé sur place, les documents justificatifs des inscriptions en comptabilité sont gardés par le Centre, qui en est dépositaire en lieu et place de la Cour des comptes, au moins aussi longtemps que le prescrit de l'arrêté royal du 25 novembre 1952 fixant les délais après lesquels les archives déposées à la Cour des comptes peuvent être supprimées.

Art. 25. Le premier exercice débute à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

TITRE VII. — Dispositions finales

Art. 26. Le présent arrêté produit ses effets le 23 mars 1995.

Art. 27. Les Ministres ayant les Affaires intérieures et le Budget dans leurs attributions sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 27 juin 1996.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
B. ANSELME

Le Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Annexe

CENTRE REGIONAL D'AIDE AUX COMMUNES

BUDGET PAR NATURE DE 199x

RECETTES

Article	Libellé	Budget
	<u>Chapitre 41</u> Produits résultant de l'exercice de la mission statutaire	
411.01	Recettes fonctionnelles	
411.07	Produits de droits, redevances, produits et profits divers	
411.09	Récupération de frais administratifs pour compte de tiers a) Frais généraux d'administration b) Participation du personnel dans les titres repas Total de l'article 411.09	
413.01	Intérêts sur placements (créditeurs)	
414.01	Recettes exceptionnelles Total du chapitre 41	
420.01	<u>Chapitre 42</u> Recettes avec affectations spéciales ... Total du chapitre 42	
	<u>Chapitre 43</u> Produits de la vente d'objets patrimoniaux	
430.01	Mobilier	
430.02	Matériel	
430.03	Véhicules automobiles	
430.04	Récupération de garanties déposées Total du chapitre 43	

Article	Libellé	Budget
	Chapitre 44 Recettes financières patrimoniales	
441.01	Donations et legs	
442.01	Produits des emprunts	
443.01	Avances remboursables	
444.02	Réalisations de placements	
444.03	Produits divers du patrimoine immobilier	
444.04	Remboursements sur avances récupérables accordées au personnel	
444.05	Remboursements sur avances récupérables consenties à ou pour compte de tiers	
	Total du chapitre 44	
	Chapitre 45 Interventions de la Région	
450.01	Montants nécessaires pour équilibrer le budget	
	a) subventions au Centre pour frais de fonctionnement du Centre	
	b) subventions au Centre pour frais de fonctionnement du C. Sup	
	c) subventions au Centre pour frais de fonctionnement du CRF	
	d) subventions au Centre pour frais d'établissement du Centre	
	e) subventions au Centre pour frais d'établissement du C. Sup	
	f) subventions au Centre pour frais d'établissement du CRF	
	Total du chapitre 45	
	Chapitre 49 Recettes pour ordre	
490.01	Versement de garanties	
490.03	Fonds en souffrance	
	Total du chapitre 49	

CENTRE REGIONAL D'AIDE AUX COMMUNES
BUDGET PAR NATURE DE 199x
DEPENSÉS

Article	Libellé	Budget
	Chapitre 51 Paiements aux personnes attachées à l'organisme	
	511 Personnel	
511.01	Rémunérations du personnel	
	a) Personnel statutaire	
	b) Personnel contractuel du Centre	
	c) Personnel contractuel du C. Sup	
	d) Personnel contractuel du CRF	
511.03	Charges de pensions du personnel statutaire	
511.04	Charges sociales dérivant de la législation sociale - part patronale	
	a) Personnel statutaire	
	b) Personnel contractuel du Centre	
	c) Personnel contractuel du C. Sup	
	d) Personnel contractuel du CRF	
511.05	Charges sociales extra-légales - intervention patronale	

Article	Libellé	Budget
511.06	Service social	
511.07	Formation professionnelle	
511.08	Indemnités et allocations couvrant des charges réelles	
511.09	Indemnités ne couvrant pas des charges réelles	
511.10	Honoraires forfaitaires	
	512 Rétributions autres que celles du personnel	
512.01	Membres du Comité d'orientation	
	513 Frais de représentation-déplacements	
513.01	Représentations	
513.02	Déplacements	
	Total du chapitre 51	
	<u>Chapitre 52</u> Paiements à des tiers pour prestations, fournitures, travaux, etc. ayant pour objet des services ou des biens non susceptibles d'être inventoriés	
	521 Locaux et matériel	
521.01	Entretien et charges locatives	
521.02	Location de matériel et de mobilier	
521.03	Entretien et réparation des locaux a) Entretien et réparation du matériel et du mobilier b) Entretien et réparation des véhicules automoteurs propriété de l'organisme	
521.05	Assurances	
521.06	Impôts, taxes communales et provinciales	
521.07	Combustibles pour véhicules automoteurs	
521.09	Divers	
	522 Bureau	
522.01	Frais de bureau généralement quelconques a) Fournitures de bureau b) Affranchissement du courrier c) Téléphone et télégraphie d) Documentation (journaux et périodiques) e) Cotisations diverses f) Pourboirs et étrennes g) Petit matériel de bureau h) Frais de banque et de CCP i) Timbres fiscaux j) Frais d'encaissement k) Divers	

Article	Libellé	Budget
523.01	523 Publications, propagande, publicité	
	Frais généralement quelconques de publications, propagande et publicité	
	524 Contentieux	
	525 Charges financières	
525.01	Intérêts sur emprunts	
525.02	Courtage et frais	
	526 Autres prestations et travaux par tiers	
526.02	Frais de raccordement téléphonique Total du chapitre 52	
550.02	<u>Chapitre 55</u> Paiements à des tiers pour l'acquisition de biens patrimoniaux	
	Mobilier	
550.04	Matériel	
550.05	Véhicules automobiles	
550.06	Installation téléphonique	
	Total du chapitre 55	
570.01	<u>Chapitre 57</u> Affectation du boni	
	Versement à la Région	
	Total du chapitre 57	
590.01	<u>Chapitre 59</u> Dépenses pour ordre	
	Remboursements de garanties	
590.03	Affectations des fonds en souffrance Total du chapitre 59	

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 juin 1996 portant règlement général sur le budget et la comptabilité du Centre régional d'Aide aux Communes.

Namur, le 27 juin 1996.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
B. ANSELME

Le Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 96 — 1960

[C — 27506]

27. JUNI 1996

Erlaß der Wallonischen Regierung zur allgemeinen Regelung des Haushalts und der Rechnungsführung des regionalen Beihilfezentrums für die Gemeinden

Aufgrund des Dekrets vom 23. März 1995 zur Einrichtung eines regionalen Beihilfezentrums für die Gemeinden, mit dem Auftrag, die Bearbeitung und die Überwachung der Verwaltungspläne der mit Schulden belasteten Gemeinden zu gewährleisten und seine Unterstützung für die Aufrechterhaltung des finanziellen Gleichgewichts der Gemeinden der Wallonischen Region zu gewähren;

Aufgrund des am 22. März 1996 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 31. Mai 1996 abgegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, daß das Dekret vom 23. März 1995 zur Einrichtung eines regionalen Beihilfezentrums für die Gemeinden, mit dem Auftrag, die Bearbeitung und die Überwachung der Verwaltungspläne der mit Schulden belasteten Gemeinden zu gewährleisten und seine Unterstützung für die Aufrechterhaltung des finanziellen Gleichgewichts der Gemeinden der Wallonischen Region zu gewähren, am 23. März 1995 in Kraft getreten ist;

In der Erwägung, daß dessen Artikel 10 § 2 die Regierung befugt, die Überwachung der Haushaltsverpflichtungen des Zentrums zu organisieren;

In der Erwägung, daß dessen Artikel 13 1° bis 3° die Regierung befugt, zusätzliche Bestimmungen bezüglich der Vorlegung des Haushalts, der Buchführung und der Kontenabrechnung festzulegen;

In Erwägung der Notwendigkeit, die besagten zusätzlichen Bestimmungen unverzüglich festzulegen;

Auf Vorschlag des Ministers der Inneren Angelegenheiten und des Öffentlichen Dienstes,

Beschließt die Wallonische Regierung:

Artikel 1 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten die folgenden Definitionen:

1° Minister: der Minister, der von der Wallonischen Regierung mit der Aufsicht über die lokalen Behörden beauftragt wird;

2° Minister des Haushalts: der Minister, der von der Wallonischen Regierung mit dem Haushalt der Wallonischen Region beauftragt wird;

3° Zentrum: das regionale Beihilfezentrum für die Gemeinden;

4° Dekret: das Dekret vom 23. März 1995 zur Einrichtung eines regionalen Beihilfezentrums für die Gemeinden, mit dem Auftrag, die Bearbeitung und die Überwachung der Verwaltungspläne der mit Schulden belasteten Gemeinden zu gewährleisten und seine Unterstützung für die Aufrechterhaltung des finanziellen Gleichgewichts der Gemeinden der Wallonischen Region zu gewähren.

TITEL I - Haushaltsplan**KAPITEL I - Einnahmen- und Ausgabenhaushaltsplan**

Art. 2 - Der Haushaltsplan des Zentrums führt die Gesamtheit seiner Einnahmen und Ausgaben auf.

Er wird jährlich auf Vorschlag des Orientierungsausschusses gemäß Artikel 8 § 2 1° des Dekrets aufgestellt.

Das Haushaltsjahr entspricht dem Kalenderjahr.

Art. 3 - Unter Einnahmen versteht man alle vom Zentrum infolge dessen Beziehungen mit Drittpersonen erworbenen Rechte.

Unter Ausgaben versteht man alle von Drittpersonen erworbenen Rechte zu Lasten des Zentrums.

Art. 4 - Die Haushaltsanrechnung wird auf Grundlage des Dokuments vorgenommen, das für eine Drittperson bestimmt ist oder von dieser stammt, und durch welches das Bestehen und der Umfang eines Geschäfts festgestellt wird.

Die Geschäfte, die nicht durch Beziehungen mit Drittpersonen entstehen, sind innere Bewegungen.

Art. 5 - Die Veranschlagungen, die im Haushaltsplan in die Artikel der Einnahmetabellen eingetragen werden, beschränken nicht die zu tätigen Einnahmen.

Die Einnahmen müssen den Artikeln zugeordnet werden, denen sie in der Tabelle entsprechen.

Art. 6 - Die in den Artikeln der Ausgabentabellen beantragten Haushaltsmittel beschränken die Ausgaben auf den festgesetzten Betrag, außer wenn sie als uneinschränkende Mittel bezeichnet werden. Die Haushaltsmittel dürfen nur zu den Zwecken benutzt werden, für welche sie bestimmt worden sind.

KAPITEL II - Form des Haushaltsplans und dessen Anlagen

Art. 7 - Der Haushaltsentwurf des Zentrums wird in der vom Minister und vom Minister des Haushalts gemeinsam vorgeschriebenen Form als Tabellen dargestellt.

In diesen Tabellen werden die Einnahmen und die Ausgaben je nach ihrer Art klassifiziert.

Art. 8 - Zur Bekräftigung der veranschlagten Einnahmen und Ausgabenkredite werden jeweils unterschiedliche Belege beigelegt.

TITEL II - Buchhaltung

Art. 9 - Jedes Geschäft, das die Tätigkeiten und die Verwaltung des Zentrums betrifft, wird in die Buchhaltung ausführlich aufgenommen. Jede Eintragung wird mit einem Beleg begründet.

Art. 10 - Die Eintragungen erfolgen nach den üblichen Regeln der doppelten Buchführung.

Art. 11 - Es wird ein Buchungsplan aufgestellt, der dem statutarischen Wesen des Zentrums angemessen ist und den Bedürfnissen der Verwaltung und der Tätigkeit des Zentrums ständig angepaßt wird.

Dieser Plan wird so aufgestellt, daß die Haushaltsdurchführung jederzeit kontrolliert werden kann.

Art. 12 - Im Laufe des Jahres erfolgen auf den Konten zur Verbuchung der Haushaltsausgaben nur Sollbuchungen und auf den Konten zur Verbuchung der Haushaltseinnahmen nur Habenbuchungen, so daß diese Konten eine Zusammenfassung der Beweisstücke dieser Eintragungen bilden.

Art. 13 - Die Dokumente, die von Drittpersonen ausgestellt werden und die Eintragungen in die Konten bekräftigen, werden je nach Haushaltsartikel geordnet.

Art. 14 - Die Anlagegüter werden im Verhältnis zu ihrer Lebensdauer abgeschrieben. Gegebenenfalls werden die Kapitalzuschüsse, die zwecks des Erwerbs dieser Anlagegüter erhalten wurden, gleichzeitig und in entsprechender Höhe auf das Ertragskonto übertragen.

Art. 15 - Am 31. Dezember eines jeden Jahres wird der Wert der Aktiv- und Passivposten des Zentrumsvermögens nachgeprüft und es wird ein allgemeines Verzeichnis auf Grundlage der ausführlichen Auflistungen der Bestände aufgestellt.

TITEL III - Verwaltung

Art. 16 - Die Höhe der Ausgaben darf die Höhe der zugunsten des Zentrums verabschiedeten einschränkenden Mittel nicht überschreiten.

Art. 17 - Wenn die im Haushaltsentwurf des Zentrums vorgesehenen Mittel am ersten Tag des Haushaltsjahres noch nicht genehmigt worden sind, bildet diese Sachlage kein Hindernis zu ihrer Verwendung, außer wenn es sich um Ausgaben einer neuen Art handelt, die durch den Haushaltsplan des vorigen Jahres nicht genehmigt worden waren.

Art. 18 - Die Übertragungen und Überschreitungen von einschränkenden Mitteln, die im Haushaltsplan des Zentrums eingetragen werden, müssen vor deren Ausführung durch den für das Zentrum zuständigen Minister nach gleichlautendem Gutachten des Haushaltsministers genehmigt werden.

Wenn die Mittelüberschreitungen eine höhere finanzielle Beteiligung der Region verursachen können, als diejenige, die im Haushalt der Region ursprünglich vorgesehen war, müssen diese Überschreitungen vorher durch die Verabschiedung eines entsprechenden Kredits im allgemeinen Ausgabenhaushaltsplanes genehmigt werden.

Art. 19 - Die Funktionszuschüsse, die dem Zentrum zu Lasten des Haushaltsplanes der Wallonischen Region entrichtet werden, werden auf das Konto des CRAC zurückgezahlt, wenn die Ausgaben aus diesem Konto vorfinanziert worden waren.

Art. 20 - Das Ergebnis des Zentrums wird auf das nächste Jahr übertragen. Im Laufe des nächsten Haushaltsjahres werden die dem Zentrum zu entrichtenden Zuschüsse unter Berücksichtigung des übertragenen Ergebnisses des vorigen Haushaltsjahres angepaßt.

TITEL IV - Rechnungslegung

Art. 21 - Jährlich legt das Zentrum in Ausführung der Bestimmungen von Artikel 10 § 1 des Dekrets das folgende vor:

- 1° die Rechnungsaufstellung der Haushaltsdurchführung;
- 2° ein Bericht der aktiven und passiven Lage;
- 3° die Erfolgsrechnung.

Art. 22 - Zur Rechnungsaufstellung der Haushaltsdurchführung werden die Beträge der endgültigen Bilanz in der Gruppe der zur Einhaltung der Bestimmungen von Artikel 9 eröffneten Konten übertragen.

Unter Berücksichtigung der regelmäßig vorgenommenen Abänderungen enthält die Rechnungsaufstellung die gleichen Unterteilungen wie die Tabellen des Haushaltsplans, so wie dieser in Übereinstimmung mit den in Artikel 7 vorgesehenen Bestimmungen aufgestellt worden ist.

Diese Tabellen enthalten in aufeinanderfolgenden Spalten:

- 1° die dreistelligen Artikelnummern;
- 2° die Bezeichnungen dieser Artikel;
- 3° jeweils die veranschlagten Einnahmen oder die gewährten Mittel, je nach Fall;
- 4° die angerechneten Einnahmen bzw. Ausgaben;
- 5° die Differenz zwischen Voranschlag und Anrechnungen.

Die Differenz zwischen den veranschlagten Einnahmen und den angerechneten Ausgaben bildet das Haushaltsergebnis des Jahres. Wann man dieses Ergebnis mit den Ergebnissen der vorigen Jahre kumuliert, erhält man das allgemeine Ergebnis der Haushalte.

TITEL V - Endgültige Abrechnung des Haushaltsplanes

Art. 23 - Die Rechnungsaufstellung der Haushaltsdurchführung des Zentrums bildet den Gegenstand eines Dekretsentwurfs zur Abrechnung des Haushaltsplanes.

Die Konten, die vom Zentrum in Ausführung von Artikel 21 des vorliegenden Erlasses aufgestellt werden, werden dem Dekretsentwurf zur Abrechnung des Haushaltsplanes beigelegt.

TITEL VI - Sonstige Bestimmungen

Art. 24 - Wenn die Kontrolle des Rechnungshofes an Ort und Stelle organisiert wird, werden die Belege bezüglich der Verbuchungen durch das anstelle vom Rechnungshof als Verwahrer dieser Belege eintretende Zentrum aufbewahrt, und zwar mindestens solange wie der Königliche Erlaß vom 25. November 1952 zur Festsetzung der Fristen, nach denen die beim Rechnungshof zur Aufbewahrung gegebenen Archivalien beseitigt werden dürfen, es vorschreibt.

Art. 25 - Das erste Haushaltsjahr beginnt am Datum des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses.

TITEL VII - Endbestimmungen

Art. 26 - Der vorliegende Erlaß tritt am 23. März 1995 in Kraft.

Art. 27 - Die Minister, zu deren Zuständigkeitsbereich jeweils die Inneren Angelegenheiten und der Haushalt gehören, werden mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 27. Juni 1996

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den KMB, dem Tourismus und dem Erbe,
R. COLLIGNON

Der Minister der Inneren Angelegenheiten und des Öffentlichen Dienstes,
B. ANSELME

Der Minister des Haushalts und der Finanzen, der Beschäftigung und der Ausbildung,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Anlage

REGIONALES BEIHILFEZENTRUM FÜR DIE GEMEINDEN

HAUSHALTSPLAN NACH HAUSHALTSKATEGORIEN

HAUSHALTSJAHR (Jahrgang)

EINNAHMEN

Artikel	Bezeichnung	Haushalt
	<u>Kapitel 41</u> Erträge infolge der Ausübung der statistischen Aufgabe	
411.01	Funktionelle Einnahmen	
411.07	Ertrag von Rechten, Abgaben, verschiedene Erträge und Gewinne	
411.09	Beitreibung der für Rechnung von Drittpersonen getätigten Verwaltungsausgaben a) Allgemeine Verwaltungskosten b) Beteiligung des Personals an den Kosten der Mahlzeitschecks Gesamtbetrag für Artikel 411.09	
413.01	Zinsen der Anlagen (Guthaben)	
414.01	Außergewöhnliche Einnahmen Gesamtbetrag für Kapitel 41	
420.01	<u>Kapitel 42</u> Einnahmen mit besonderen Zweckbestimmungen ... Gesamtbetrag für Kapitel 42	
	<u>Kapitel 43</u> Ertrag des Verkaufs von Vermögensgütern	
430.01	Mobiliar	
430.02	Material	
430.03	Fahrzeuge	
430.04	Beitreibung von eingezahlten Garantien Gesamtbetrag für Kapitel 43	
	<u>Kapitel 44</u> Finanzielle Vermögenseinnahmen	
441.01	Schenkungen und Vermächtnisse	
442.01	Ertrag der Anleihen	
443.01	Beitreibbare Vorschüsse	

Artikel	Bezeichnung	Haushalt
444.02	Verflüssigungen von Anlagen	
444.03	Verschiedene Erträge des Immobilienvermögens	
444.04	Rückzahlung der dem Personal bewilligten betreibbaren Vorschüsse	
444.05	Rückzahlung der an bzw. für Rechnung von Drittpersonen bewilligten betreibbaren Vorschüsse Gesamtbetrag für Kapitel 44	
450.01	<u>Kapitel 45</u> Beteiligungen der Region	
	Notwendige Beträge zum Ausgleichen des Haushalts a) Zuschüsse an das Zentrum für Funktionskosten des Zentrums b) Zuschüsse an das Zentrum für Funktionskosten des "Conseil supérieur des villes, communes et provinces wallonnes" c) Zuschüsse an das Zentrum für Funktionskosten des "Conseil régional de la Formation" d) Zuschüsse an das Zentrum für die Einrichtungskosten des Zentrums e) Zuschüsse an das Zentrum für die Einrichtungskosten des "C. Sup." f) Zuschüsse an das Zentrum für die Einrichtungskosten des "CRF" Gesamtbetrag für Kapitel 45	
490.01	<u>Kapitel 49</u> Einnahmen für Order	
	Einzahlung von Garantien	
490.03	Überfällige Zahlungen Gesamtbetrag für Kapitel 49	

REGIONALES BEIHILFEZENTRUM FÜR DIE GEMEINDEN
 HAUSHALT NACH HAUSHALTSKATEGORIEN
 HAUSHALTSJAHR (Jahrgang)
 AUSGABEN

Artikel	Bezeichnungen	Haushalt
511.01	<u>Kapitel 51</u> Den der Einrichtung beigeordneten Personen geschuldete Summen	
	511 Personal Besoldung des Personals a) Statutarisches Personal b) Vertragliches Personal des Zentrums c) Vertragliches Personal des "C. Sup." d) Vertragliches Personal des "CRF"	
511.03	Kosten der Renten des statutarischen Personals	
511.04	Soziallasten infolge der sozialen Gesetze - Arbeitgeberanteil a) Statutarisches Personal b) Vertragliches Personal des Zentrums c) Vertragliches Personal des "C. Sup." d) Vertragliches Personal des "CRF"	

Artikel	Bezeichnung	Haushalt
511.05	Soziallasten außerhalb der sozialen Gesetze - Arbeitgeberanteil	
511.06	Sozialdienst	
511.07	Berufsausbildung	
511.08	Vergütungen und Zulagen zur Deckung wirklicher Lasten	
511.09	Vergütungen und Zulagen, die keine wirkliche Lasten decken	
511.10	Pauschalhonorare	
	512. Vergütungen außerhalb der Personalvergütungen	
512.01	Mitglieder des Orientierungsausschusses	
	513. Vertretungs- und Fahrtkosten	
513.01	Vertretungen	
513.02	Fahrtkosten Gesamtbetrag für Kapitel 51	
	<u>Kapitel 52</u> An Drittpersonen geschuldete Summen für Dienstleistungen, Lieferungen, Arbeiten usw., die Dienstleistungen oder Güter betreffen, die nicht inventarisiert werden können	
	521 Räumlichkeiten und Material	
521.01	Instandhaltung und Mietkosten	
521.02	Mietkosten von Material und Mobiliar	
521.03	Instandhaltung und Reparatur der Räumlichkeiten a) Instandhaltung und Reparatur von Material und Mobiliar b) Instandhaltung und Reparatur der Kraftfahrzeuge, die der Einrichtung gehören	
521.05	Versicherungen	
521.06	Steuern, gemeindliche und provinzielle Abgaben	
521.07	Brennstoffe für Kraftfahrzeuge	
521.09	Verschiedenes	
	522 Bürokosten	
522.01	Bürokosten jeglicher Art a) Bürobedarf b) Postkosten c) Telephon- und Fernschreibenkosten d) Dokumentation (Zeitungen und Zeitschriften) e) Verschiedene Beiträge f) Trinkgeld und Weihnachtsgeld g) Kleines Büromaterial h) Bank- und Postscheckkonto-Kosten i) Steuermarken j) Einziehungskosten k) Verschiedenes	

Artikel	Bezeichnungen	Haushalt
523.01	523 Veröffentlichungen, Propaganda, Werbung	
	Kosten jeglicher Art für Veröffentlichungen, Propaganda, Werbung	
	524 Streitsachen	
	525 Finanzlasten	
525.01	Zinsen der Darlehen	
525.02	Maklergebühren und Kosten	
	526 Sonstige Leistungen und Arbeiten von Drittpersonen	
526.02	Kosten für Telefonanschluß Gesamtbetrag für Kapitel 52	
550.02	<u>Kapitel 55</u> An Drittpersonen geschuldete Summen für den Erwerb von Vermögensgütern	
	Mobilier	
550.04	Material	
550.05	Kraftfahrzeuge	
550.06	Telefonanlage	
	Gesamtbetrag für Kapitel 55	
	<u>Kapitel 57</u> Zweckbestimmung der Mehrbeträge	
570.01	Entrichtung an die Wallonische Region Gesamtbetrag für Kapitel 57	
590.01	<u>Kapitel 59</u> Ausgaben für Order	
	Rückzahlung von Garantien	
590.03	Zweckbestimmungen der überfälligen Zahlungen Gesamtbetrag für Kapitel 59	

Gesehen, um dem Erlaß der Wallonischen Regierung vom 27. Juni 1996 zur allgemeinen Regelung des Haushalts und der Rechnungsführung des regionalen Beihilfezentrums für die Gemeinden beigelegt zu werden.
Namur, den 27. Juni 1996

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den KMB, dem Tourismus und dem Erbe,
R. COLLIGNON

Der Minister der Inneren Angelegenheiten und des Öffentlichen Dienstes,
B. ANSELME

Der Minister des Haushalts und der Finanzen, der Beschäftigung und der Ausbildung,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

N. 96 — 1980

[C — 27506]

**27 JUNI 1996. — Besluit van de Waalse Regering
houdende het algemeen reglement van de begroting en de boekhouding
van het Gewestelijk Hulpcentrum voor Gemeenten**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 23 maart 1995 houdende oprichting van een Gewestelijk Hulpcentrum voor Gemeenten dat instaat voor de follow-up van en de controle op de beheersplannen van de met schulden bezwaarde gemeenten en dat het financiële evenwicht van de gemeenten van het Waalse Gewest moet helpen handhaven;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 22 maart 1996;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 31 mei 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het decreet van 23 maart 1995 houdende oprichting van een Gewestelijk Hulpcentrum voor Gemeenten dat instaat voor de follow-up van en de controle op de beheersplannen van de met schulden bezwaarde gemeenten en dat het financiële evenwicht van de gemeenten van het Waalse Gewest moet helpen handhaven, in werking is getreden op 23 maart 1995;

Overwegende dat de Regering, overeenkomstig artikel 10, § 2, van bovenvermeld decreet, gemachtigd is om voor de follow-up van de budgettaire vastleggingen te zorgen;

Overwegende dat de Regering, overeenkomstig artikel 13, 1° à 3°, van bovenvermeld decreet, gemachtigd is om de aanvullende regelen te bepalen voor de voorstelling van de begrotingen, voor de boekhouding en de rekening en verantwoording;

Overwegende dat de bovenbedoelde aanvullende regelen onmiddellijk vastgesteld moeten worden;

Op de voordracht van de Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en van de Minister van Begroting,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° "Minister" : de door de Waalse Regering met het toezicht op de plaatselijke besturen belaste Minister;

2° "Minister van Begroting" : de door de Regering met de begroting van het Waalse Gewest belaste Minister;

3° "Centrum" : het Gewestelijk Hulpcentrum voor Gemeenten;

4° "decreet" : het decreet van 23 maart 1995 houdende oprichting van een Gewestelijk Hulpcentrum voor Gemeenten dat instaat voor de follow-up van en de controle op de beheersplannen van de met schulden bezwaarde gemeenten en dat het financiële evenwicht van de gemeenten van het Waalse Gewest moet helpen handhaven.

TITEL I. — Begroting**HOOFDSTUK I. — Begroting van de ontvangsten en uitgaven**

Art. 2. De begroting van het Centrum omvat alle ontvangsten en uitgaven ervan.

Ze wordt jaarlijks op voorstel van het oriëntatiecomité opgemaakt, overeenkomstig artikel 8, § 2, 1°, van het decreet.

Het begrotingsjaar, hierna "boekjaar" genoemd, stemt overeen met het kalenderjaar.

Art. 3. Onder ontvangsten worden verstaan alle rechten die aan het Centrum toekomen wegens zijn betrekkingen met derden.

Onder uitgaven worden verstaan alle verbintenissen ten laste van het Centrum vanwege zijn betrekkingen met derden.

Art. 4. De budgettaire aanrekening wordt uitgevoerd op basis van het document dat voor derden bestemd is of dat van hen uitgaat, en waarbij het bestaan en de omvang van de verrichting vastgesteld worden.

De verrichtingen die niet uit betrekkingen met derden voortvloeien, zijn interne bewegingen.

Art. 5. De ramingen betreffende de ontvangstposten van de begroting houden geen beperking in van de te verrichten ontvangsten.

De ontvangsten moeten geboekt worden op de posten die ervoor bestemd zijn.

Art. 6. De op de uitgavenposten uitgetrokken kredieten beperken de uitgaven tot het vastgestelde bedrag, tenzij de tekst ervan bepaalt dat ze niet limitatief zijn.

De kredieten mogen slechts gebruikt worden voor de doeleinden waarvoor ze bestemd zijn.

HOOFDSTUK II. — Vorm van de begroting en van haar bijlagen

Art. 7. Het begrotingsontwerp van het Centrum wordt aan de hand van tabellen opgemaakt, in een vorm die gezamenlijk bepaald wordt door de Minister en de Minister van Begroting.

De ontvangsten en uitgaven worden er volgens hun aard ingedeeld.

Art. 8. De prognoses van ontvangsten en de kredieten voor uitgaven worden met afzonderlijke bewijsnota's gestaafd.

TITEL II. — Boekhouding

Art. 9. Alle verrichtingen betreffende de activiteit en de administratie van het Centrum worden uitvoerig in de boeken opgenomen.

Elke boekhouding wordt met een bewijsstuk gestaafd.

Art. 10. De boekhouding geschiedt volgens de gewone regels van de dubbele boekhouding.

Art. 11. Er wordt een boekhoudplan opgemaakt dat aan de statutaire aard van het Centrum aangepast is en dat in de behoeften van het bestuur en de activiteiten ervan voorziet.

Dat plan wordt zodanig opgemaakt dat steeds kan worden nagegaan of de begroting wordt uitgevoerd.

Art. 12. In de loop van het jaar vertonen de rekeningen waarop de budgettaire uitgaven worden geboekt slechts boekingen aan de debetzijde; de rekeningen waarop de budgettaire ontvangsten worden geboekt, vertonen slechts boekingen aan de creditzijde, zodat deze rekeningen de recapitulatie van de bewijsstukken van deze boekingen vormen.

Art. 13. Documenten die van derden uitgaan en de inschrijvingen op de rekeningen staven, worden per begrotingspost ingedeeld.

Art. 14. De onroerend gemaakte goederen worden afgeschreven naar gelang van hun levensduur. De voor hun aankoop verkregen toelagen in kapitaal worden in voorkomend geval simultaan en tot het passende beloop op de opbrengstenrekening overgedragen.

Art. 15. Op 31 december van elk jaar worden de activa- en passivawaarden van het Centrumvermogen herzien en wordt een algemene inventaris op basis van de omstandige contentenlijsten opgemaakt.

TITEL III. — Beheer

Art. 16. Het bedrag van de uitgaven mag niet hoger zijn dan het bedrag van de ten gunste van het Centrum gestemde limitatieve kredieten.

Art. 17. Het gebrek aan goedkeuring op de eerste dag van het begrotingsjaar vormt geen beletsel voor het gebruik van de kredieten voorzien in het begrotingsontwerp van het Centrum, tenzij het gaat om uitgaven van een nieuw principe die niet toegestaan worden door de begroting van het vorige jaar.

Art. 18. De overdrachten en overschrijdingen van limitatieve kredieten die op de begroting van het Centrum uitgetrokken worden, moeten, vóór elke tenuitvoerlegging, op eensluidend advies van de Minister van Begroting goedgekeurd worden door de Minister onder wie het Centrum ressorteert.

Als kredietenoverschrijdingen aanleiding geven tot een tegemoetkoming van het Gewest die hoger is dan die waarin de begroting voorziet, dan moeten ze vooraf goedgekeurd worden door het stemmen van een overeenkomend krediet op de algemene uitgavenbegroting.

Art. 19. De ten gunste van het Centrum op de begroting van het Waalse Gewest uitgetrokken werkingstoelagen worden op de "CRAC"-rekening teruggestort in geval van vooruitfinanciering van de uitgaven op deze rekening.

Art. 20. Het resultaat van het Centrum wordt overgebracht. De aan het Centrum te verlenen toelagen worden in de loop van het volgende begrotingsjaar aangepast op grond van het resultaat van het vorige boekjaar.

TITEL IV. — Aflegging van de rekeningen

Art. 21. Ter uitvoering van de bepalingen van artikel 10, § 1, van het decreet bezorgt het Centrum jaarlijks :

- 1° de rekening van uitvoering van de begroting;
- 2° een staat van de activa en passiva;
- 3° de resultatenrekening.

Art. 22. De rekening van uitvoering van de begroting wordt gevormd door de overdracht van de geldsommen die voorkomen bij de eindafsluiting in de-groep van de rekeningen geopend om aan de bepalingen van artikel 9 te voldoen.

Rekening houdende met de wijzigingen die er regelmatig in zijn aangebracht, vertoont de rekening van uitvoering dezelfde onderverdelingen als de tabellen van de begroting die is opgemaakt overeenkomstig de bepalingen van artikel 7.

In de opeenvolgende kolommen van die tabellen komen volgende gegevens voor :

- 1° de nummers van de posten met drie cijfers;
- 2° de omschrijving ervan;
- 3° de ontvangstenprognoses of de al naar gelang het geval verleende kredieten;
- 4° de aangerekende ontvangsten of uitgaven;
- 5° de verschillen tussen de prognoses en de aanrekeningen.

Het verschil tussen de aangerekende ontvangsten en uitgaven vormt het begrotingsresultaat van het jaar. Dit resultaat vormt, samen met de begrotingsresultaten van de vorige jaren, het algemene resultaat van de begrotingen.

TITEL V. — Definitieve regeling van de begroting

Art. 23. De rekening van uitvoering van de begroting van het Centrum is het voorwerp van een decreetsontwerp tot regeling van de begroting.

De rekeningen die het Centrum ter uitvoering van artikel 21 van dit besluit opmaakt, worden gevoegd bij het decreetsontwerp tot regeling van de begroting.

TITEL VI. — Diverse bepalingen

Art. 24. Als de controle van het Rekenhof ter plaatse wordt geregeld, bewaart het Centrum, en niet het Rekenhof, de bewijsstukken van de boekhouding, voor ten minste dezelfde duur als die bedoeld in het koninklijk besluit van 25 november 1952 houdende vaststelling der termijnen waarna het in het Rekenhof neergelegd archief mag vernietigd worden.

Art. 25. Het eerste boekjaar begint op de datum van inwerkingtreding van dit besluit.

TITEL VII. — Slotbepalingen

Art. 26. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 23 maart 1995.

Art. 27. De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en de Minister van Begroting zijn belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 27 juni 1996.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
B. ANSELME

De Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Bijlage

GEWESTELIJK HULPCENTRUM VOOR GEMEENTEN

ARTIKELSGEWIJZE BEGROTING VOOR 199x

ONTVANGSTEN

Artikel	Teksten	Begroting
	<u>Hoofdstuk 41</u> Opbrengsten voortkomend uit de uitoefening van de statutaire opdracht	
411.01	Werkingsontvangsten	
411.07	Opbrengsten van rechten, bijdragen, diverse opbrengsten en voordelen	
411.09	Terugvordering van administratiekosten voor rekening van derden a) Algemene administratiekosten b) Tegemoetkoming van het personeel in de kosten van de maaltijdcheques Totaal artikel 411.09	
413.01	Beleggingsrente (crediteurs)	
414.01	Buitengewone ontvangsten Totaal hoofdstuk 41	
420.01	<u>Hoofdstuk 42</u> Ontvangsten met bijzondere affectaties ... Totaal hoofdstuk 42	
	<u>Hoofdstuk 43</u> Opbrengsten van de verkoop van vermogensgoederen	
430.01	Meubilair	
430.02	Materieel	
430.03	Motorvoertuigen	
430.04	Terugvordering van borgstellingen Totaal hoofdstuk 43	
	<u>Hoofdstuk 44</u> Financiële vermogensontvangsten	
441.01	Giften en legaten	
442.01	Opbrengsten van leningen	
443.01	Terugbetaalbare voorschotten	
444.02	Beleggingen	
444.03	Diverse opbrengsten van het onroerende patrimonium	
444.04	Terugbetalingen van de aan het personeel toegekende terugbetaalbare voorschotten	
444.05	Terugbetalingen van de aan of voor rekening van derden toegekende terugbetaalbare voorschotten Totaal hoofdstuk 44	

Artikel	Teksten	Begroting
450.01	<u>Hoofdstuk 45</u> Tegemoetkomingen van het Gewest	
	Nodige bedragen om de begroting sluitend te maken	
	a) toelagen aan het Centrum voor zijn werkingskosten	
	b) toelagen aan het Centrum voor werkingskosten van de Hoge Raad	
	c) toelagen aan het Centrum voor werkingskosten van de Gewestelijke Vormingsraad	
	d) toelagen aan het Centrum voor zijn oprichtingskosten	
490.01	e) toelagen aan het Centrum voor oprichtingskosten van de Hoge Raad	
	f) toelagen aan het Centrum voor oprichtingskosten van de Gewestelijke Vormingsraad	
	Totaal hoofdstuk 45	
490.01	<u>Hoofdstuk 49</u> Ontvangsten voor order	
	Storting van borgstellingen	
490.03	Noodlijdende fondsen	
	Totaal hoofdstuk 49	

GEWESTELIJK HULPCENTRUM VOOR GEMEENTEN

ARTIKELSGEWIJZE BEGROTING VOOR 199x

UITGAVEN

Artikel	Teksten	Begroting
511.01	<u>Hoofdstuk 51</u> Betalingen aan personen die aan de instelling verbonden zijn	
	511 Personeel	
511.01	Bezoldiging van het personeel	
	a) Statutair personeel	
	b) Contractueel personeel van het Centrum	
	c) Contractueel personeel van de Hoge Raad	
511.03	d) Contractueel personeel van de Gewestelijke Vormingsraad	
	Pensioenlasten van het statutair personeel	
511.04	Sociale lasten inzake sociale wetgeving - werkgeversbijdrage	
	a) Statutair personeel	
	b) Contractueel personeel van het Centrum	
	c) Contractueel personeel van de Hoge Raad	
511.05	d) Contractueel personeel van de Gewestelijke Vormingsraad	
	Niet-verplichte sociale lasten - werkgeversbijdrage	
511.06	Sociale dienst	
511.07	Beroepsopleiding	
511.08	Vergoedingen en toelagen ter dekking van werkelijke lasten	
511.09	Vergoedingen en toelagen die de werkelijke lasten niet dekken	

Artikel	Teksten	Begroting
511.10	Forfaitaire erelonen	
	512 Andere vergoedingen dan personeelsvergoedingen	
512.01	Leden van het orientatiecomité	
	513 Representatie- en verplaatsingskosten	
513.01	Representatiekosten	
513.02	Verplaatsingskosten	
	Totaal hoofdstuk 51	
	<u>Hoofdstuk 52</u> Betalingen aan derden voor dienstverleningen, leveringen, werken, enz. betreffende diensten of goederen die niet voor inventarisatie vatbaar zijn	
	521 Lokalen en materieel	
521.01	Onderhoud en servicekosten ten laste van de huurder	
521.02	Huur van materieel en meubilair	
521.03	Onderhoud en herstelling van lokalen a) Onderhoud en herstelling van materieel en meubilair b) Onderhoud en herstelling van de motorvoertuigen van de instelling	
521.05	Verzekeringen	
521.06	Belastingen, gemeente- en provinciebelastingen	
521.07	Brandstoffen voor motorvoertuigen	
521.09	Diversen	
	522 Bureau	
522.01	Allerhande bureaunkosten a) Bureaubenodigheden b) Frankering van de post c) Telefoon en telegrafie d) Documentatie (kranten en tijdschriften) e) Diverse bijdragen f) Fooien en nieuwjaarsgratificaties g) Klein bureaumaterieel h) Bank- en postrekeningskosten i) Belastingzegels j) Inningskosten k) Diversen	
	523 Publicaties, propaganda, publiciteit	
523.01	Allerhande publicatie-, propaganda- en publiciteitskosten	
	524 Geschillen	
	525 Financiële lasten	
525.01	Interesten op leningen	
525.02	Makelarij en kosten	
	526 Andere dienstverleningen en werken door derden	
526.02	Telefoonaansluitingskosten	
	Totaal hoofdstuk 52	

Artikel	Teksten	Begroting
550.02	<u>Hoofdstuk 55</u> Betalingen aan derden voor de aankoop van vermogensgoederen	
	Meubilair	
550.04	Materieel	
550.05	Motorvoertuigen	
550.06	Telefooninstallatie	
	Totaal hoofdstuk 55	
570.01	<u>Hoofdstuk 57</u> Affectatie van de batige saldi	
	Storting aan het Gewest Totaal hoofdstuk 57	
590.01	<u>Hoofdstuk 59</u> Uitgaven voor order	
	Terugbetaling van borgstellingen	
590.03	Affectatie van noodlijdende fondsen	
	Totaal hoofdstuk 59	

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 27 juni 1996 houdende het algemeen reglement van de begroting en de boekhouding van het Gewestelijk Hulpcentrum voor Gemeenten.
Namen, 27 juni 1996.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
B. ANSELME

De Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

MINISTERIE

VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 96 — 1961

18 JULI 1996. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering waarbij bepaalde regels van de officiële spelling en van de spraakkunst van de Nederlandse taal toepasselijk worden verklaard op de diensten en de instellingen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest

[31327]

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 betreffende de Brusselse Instellingen, inzonderheid op artikel 40;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op voordracht van de Minister bevoegd voor Ambtenarenzaken,

Besluit :

Artikel 1. De regels inzake de spelling en de spraakkunst van de Nederlandse taal, vastgesteld bij besluit van de Vlaamse regering van 30 mei 1996 tot vaststelling van bepaalde regels van de officiële spelling en van de spraakkunst van de Nederlandse Taal, zijn van toepassing op de diensten en de instellingen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

MINISTERE

DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 96 — 1961

18 JUILLET 1996. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale rendant certaines règles relatives à l'orthographe et à la grammaire officielles de la langue néerlandaise applicables aux services et organismes de la Région de Bruxelles-Capitale

[31327]

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, notamment l'article 40;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Son proposition du Ministre de la Fonction publique,

Arrête :

Article 1^{er}. Les règles relatives à l'orthographe et à la grammaire de la langue néerlandaise, définies par l'arrêté du 30 mai 1996 du Gouvernement flamand fixant certaines règles de l'orthographe et de la grammaire officielles de la langue néerlandaise, sont applicables aux services et organismes de la Région de Bruxelles-Capitale.